

ARRÊTÉ PREFECTORAL DCPAT 2025 n° 1023
portant levée de la mise en demeure du 06 mai 2025
prise à l'encontre de la société JUSTEAU Frères à Tuffalun

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

le Secrétaire général
chargé de l'Administration de l'État
dans le Département de Maine-et-Loire,

Vu le Code de l'Environnement, notamment ses articles R.511-9, L.171-6, L.171-7, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.512-7, L.512-8, L.514-5 ;

Vu la nomenclature des installations classées définie par l'annexe de l'article R.511-9 du Code de l'environnement ;

Vu l'article L.512-7 du Code de l'environnement (installations soumises à enregistrement) qui dispose notamment : « *I. – Sont soumises à autorisation simplifiée, sous la dénomination d'enregistrement, les installations qui présentent des dangers ou inconvénients graves pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1, lorsque ces dangers et inconvénients peuvent, en principe, eu égard aux caractéristiques des installations et de leur impact potentiel, être prévenus par le respect de prescriptions générales édictées par le ministre chargé des installations classées* » ;

Vu le décret du Président de la République du 25 août 2023 portant nomination de Monsieur Emmanuel LE ROY, administrateur de l'État du deuxième grade, en qualité de secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire (groupe II) ;

Vu le décret du 29 octobre 2025 portant cessation de fonction du préfet de Maine-et-Loire ainsi que l'arrêté du premier ministre du 24 juillet 2025 portant admission à la retraite de M. Philippe CHOPIN, préfet de Maine-et-Loire, administrateur de l'État du grade transitoire et réintégré dans le corps des administrateurs de l'État à compter du 2 novembre 2025 ;

Vu l'arrêté préfectoral DIDD/BPEF/2016 n°336 du 28 juillet 2016 autorisant la société Justeau Frères, dont le siège social est situé 1 rue Principale à Louresse-Rochemenier (49700) à exploiter une carrière de falun (env.5,3 ha), au lieu-dit « Le Moulin Tessier » à Noyant-la-Plaine sur la commune de Tuffalun ;

Vu l'arrêté préfectoral DIDD2018 n°326 du 03 décembre 2018 modifiant l'autorisation susvisée d'exploitation de la carrière ;

Vu l'article 2.2.1 de l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2016 (intégration paysagère) susvisé qui dispose notamment : « [...] La hauteur des stockages de matériaux (extraits ou apports) présents dans l'emprise du site n'excède pas 3 m pour limiter l'appel visuel sur le site. [...] »

Vu l'article 2.4.5 de l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2016 (plan) qui dispose notamment : « Un plan d'échelle minimale de 1/1500° de l'exploitation est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an et doit indiquer explicitement :

- **les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;**
- **l'emplacement des bornes (y compris celles de nivellement) ;**
- **les limites du périmètre sur lequel porte l'extraction de matériaux ;**
- **les bords de fouille (avancement de l'exploitation), parois et fronts d'excavation (et de remblaiement) ;**
- **les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, les niveaux d'exploitation sont définis en m NGF, faisant apparaître notamment les cotes de fond de fouille, remblaiement et sommet des stocks ;**
- **la position des ouvrages voisins dont l'intégrité conditionne le respect d'une distance de sécurité et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.[...] »**

Vu l'article 2.4.6 de l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2016 (enquête annuelle) qui dispose notamment : « **Chaque année, l'exploitant renseigne le questionnaire relatif à l'activité de la carrière au cours de l'année précédente dans le délai prévu.[...] »**

Vu l'article 2.5.1 de l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2016 (remise en état) qui dispose notamment : « [...] Sans préjudice des dispositions de l'article 2.4.2.1 du présent arrêté, **les travaux de remise en état sont menés parallèlement à l'avancée de l'exploitation de telle sorte que la surface totale en chantier n'excède pas 1, 1 ha.** En particulier, les opérations de remise en état par remblaiement et de boisement sont progressives et suivent l'avancement de l'exploitation de la carrière avant la fin de l'autorisation. [...] »

Vu l'article 3.2.5.1 de l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2016 (surveillance relative à l'eau) qui dispose notamment : « [...] L'exploitant réalise ensuite une **analyse à l'issue de chaque phase quinquennale d'exploitation** (tous les 5 ans au moins) portant au moins sur les paramètres prévus à l'article 3.2.5.2 au niveau des eaux présentes dans le piézomètre prévu à l'article 2.1.5 du présent arrêté.

L'exploitant effectue également, **une analyse annuelle** des eaux présentes dans cet ouvrage sur les paramètres suivants : pH, DCO et indice en hydrocarbures totaux.

L'exploitant effectue aussi, **deux fois par an**, en période de basses eaux, et en période de hautes eaux une mesure du niveau d'eau dans le piézomètre. »

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement rédigé suite à l'inspection du 26 février 2025 et transmis à l'exploitant par courrier en date du 31 mars 2025 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du Code de l'environnement ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées établi le 07 novembre 2025 en faveur de la levée de la mise en demeure du 06 mai 2025 prise à l'encontre de la société JUSTEAU Frères ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire,

ARRÊTE

Article 1 - L'arrêté préfectoral DCPAT-2025 n° 417 du 06 mai 2025 portant mise en demeure de la société JUSTEAU Frères est abrogé.

Article 2 – Le présent arrêté est notifié à la société JUSTEAU Frères par lettre recommandée avec accusé de réception et est publié sur le site internet de la Préfecture de Maine-et-Loire pour une durée minimale de deux mois en vue de l'information des tiers, conformément à l'article R.171-1 du code de l'environnement. Une copie de cet arrêté est adressée au maire de la commune de Tuffalun.

Article 3 - Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article L. 221-8 du code des relations entre le public et l'administration, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou instituant d'autres formalités préalables, une décision individuelle expresse est opposable à la personne qui en fait l'objet au moment où elle est notifiée.

En application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Nantes ne peut être saisi que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 4 – Le Secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire, le Sous-préfet de l'arrondissement de Saumur, la Colonelle, commandant le groupement de gendarmerie de Maine-et-Loire, le maire de la commune de Tuffalun, et la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est notifiée à la société JUSTEAU Frères.

Fait à Angers, le 28 NOV. 2025

Le Secrétaire général
chargé de l'administration de l'État
dans le département de Maine-et-Loire,

Emmanuel LE ROY

